

Lettre ouverte au Directeur général de l'OMC — Pascal Lamy

Le Conseil des Canadiens se joint à 125 organismes de 40 pays pour envoyer ce message à Pascal Lamy.

Monsieur Pascal Lamy
Directeur Général de l'OMC
Le 18 avril 2006

Concerne: Utilisation de Ministérielles non inclusives pour conclure le cycle de Doha

Monsieur Lamy,

Nous sommes très préoccupés par votre convocation de certains Ministres pour une rencontre à Genève fin avril et début mai. Nous sommes opposés à cette réunion Mini-ministérielle qui pourrait conduire à des décisions clés prises par un nombre réduit de Ministres. Il est désormais trop tard pour que la majorité des Ministres puissent participer à la réunion de Genève, spécialement en l'absence de clarté de ce que sera l'agenda de la réunion, et donc si cela vaudra la peine qu'ils y consacrent des ressources en temps et en argent souvent bien maigres. C'est pourquoi nous vous appelons, en tant que Directeur Général de l'OMC et Président du Comité des Négociations Commerciales (CNC), à annuler cette réunion ad hoc exclusive de niveau ministériel et à garantir que toutes les délégations membres de l'OMC participent pleinement à tout processus de décision visant l'application du calendrier de Doha.

La proposition que vous avez faite durant la récente réunion du CNC, prévoyant que «l'établissement de modalités comme celles qui sont prévues dans la Déclaration d'Hong Kong nécessitera un certain niveau d'intervention ministérielle durant la dernière semaine d'avril, avec une possible prolongation pour le début du mois de mai», contredit votre engagement antérieur à favoriser une approche participative (bottom-up) des négociations. Toutes négociations ou processus de décision qui auront lieu à la fin du mois d'avril, ou à quelconque autre moment, devront être inclusifs et transparents, et reposer sur la pleine participation de tous les membres, comme stipulé dans le mandat de l'OMC.

La situation actuelle ne fait qu'intensifier les préoccupations partagées par la société civile et les autorités de nombreux pays en développement : les réunions exclusives entre quelques pays, avec pour objectif d'avancer dans les négociations de l'OMC, sont devenues le principal espace de négociation du Cycle de Doha. Parmi ce type de réunions exclusives, on compte la récente réunion des Hauts Fonctionnaires de l'OMC du 7 au 9 mars à Genève, la réunion Mini-ministérielle de Londres du 10 et 11 mars, et la toute récente micro-Ministérielle de Rio du 31 mars et du 1er avril, réunions auxquelles vous avez participé. Les Ministres, Ambassadeurs et/ou Délégués sont libres de se réunir informellement. Cependant, nous nous inquiétons du fait que ces réunions soient devenues le principal forum de négociation.

Les pays qui ont été exclus de ces processus de décision non démocratiques et non inclusifs sont clairement la majorité des pays membres de l'OMC, comprenant les pays moyennement développés, ceux de l'ACP et le Groupe des Pays africains. **Ce sont ces mêmes pays qui subiraient des préjudices, si les conclusions du Cycle de Doha étaient appliquées**

selon ses orientations actuelles - comme l'ont confirmé entre autres études celles de Carnegie et de la Banque Mondiale - ceci parce le processus de décision est dominé par les intérêts des pays riches et puissants, qui ont exclu de l'agenda les questions de développement.

Si vous ne voulez pas que votre appel à une intervention de niveau ministériel passe pour la continuation intentionnelle de cette approche non participative et non démocratique, alors il est impératif que chaque membre puisse bénéficier d'un accès égal aux processus de décision du Cycle de Doha.

C'est pourquoi nous demandons que la totalité des membres de l'OMC soit conviée à participer à l'ensemble des processus et des réunions dans la perspective des futures négociations de l'OMC. La présence de certains Ministres ne doit pas devenir un prétexte pour des réunions de type « Green Room » où les décisions sont prises en l'absence de l'ensemble des membres de l'OMC.

Nous aimerions vous rappeler que les articles 48 et 49 de la Déclaration Ministérielle de Doha établissent clairement que le Directeur Général devra avant tout s'engager à garantir que les négociations restent ouvertes à tous les membres de l'OMC, qu'elles soient conduites de manière à faciliter la participation effective de tous, et qu'elles procurent des bénéfices pour tous les membres et un équilibre général dans leurs résultats. Ce mandat a néanmoins été violé de manière répétée au cours des négociations.

Vous avez exprimé votre engagement en faveur de processus démocratiques et d'un fonctionnement transparent de l'OMC. Or votre invitation faite aux Ministres d'être présents à Genève semble contredire votre engagement antérieur.

Ce qui nous préoccupe tout particulièrement, c'est que la procédure que vous proposez recréera probablement la situation - irrégulière en termes de procédure - qui a conduit à l'accord de juillet 2004, où seul un cercle sélectionné de Ministres était présent à la Mini-ministérielle de Genève, cercle qui devint le principal forum de négociation et de prise de décisions. Dans cette instance ont été prises des décisions d'importance équivalente à celles qui sont prises dans des Conférences Ministérielles formelles, mais sans la pleine participation de l'ensemble des membres.

Si vos déclarations passées sont plus que vaine rhétorique, nous aimerions que vous nous expliquiez de quelle manière vous assumez votre responsabilité afin de garantir que les décisions soient prises avec l'entière participation de tous les membres.

Nous espérons que vous allez vous pencher d'urgence sur les faits énoncés ici et que vous ferez en sorte que le processus de négociation de l'OMC soit déterminé par des procédures honnêtes, démocratiques et inclusives, et non à l'avantage d'une minorité de pays riches ou à l'aide de calendriers fluctuants.

Bien à vous,

Copie: Représentants Permanents des Etats membres de l'OMC

ActionAid International
Advocacy and Monitoring Network on Sustainable Development (AM-Net), Japan
AID/WATCH, Australia
Albertine Rift Conservation Society, Uganda
Alianza Chilena por un Comercio Justo y Responsable (ACJR)
Alliance for Democracy, US
Alliance of Progressive Labor (APL), Philippines
Alliance to Expose GATS, Australia
Alternattiva Demokratika - The Green Party, Malta
ANAKBAYAN Sons and Daughters of the Nation, Philippines
Arab NGO Network for Development (ANND), Lebanon
Arbeidssøkerforbundet I Norge, Norway
Arbeitsgemeinschaft Entwicklungszusammenarbeit (AGEZ), Austria
Association Pour le Développement Economique Social Environnemental du Nord (ADESEN), Senegal
Attac Argentina
Attac Japan
Attac Norway
Aurat Foundation, Pakistan
Australian Fair Trade and Investment Network (AFINET)
Bangladesh Krishok Federation
Berne Declaration, Switzerland
Both ENDS, The Netherlands
Brazilian Network for the Integration of the Peoples (REBRIP)
Campaign for the Welfare State, Norway
Canadian Council for International Co-operation (CCIC)
Capítulo Costa Rica de la Alianza Social Continental
Caritas Pakistan (Lahore), Pakistan
Catholics in Coalition for Justice and Peace, Sydney Australia
Centro Memorial DrMartin Luther King, Jr., Cuba
Citizens Trade Campaign, US
Coastal Development Partnership, Bangladesh
COECOceiba - Friends of the Earth, Costa Rica
College Editors Guild of the Philippines (CEGP)
Comhlámh - The Irish Association of Development Workers
Common Frontiers, Canada
Community and Public Sector Union - State Public Services Federation Group, Australia
Le Conseil des Canadiens
Consumers' Association of Penang, Malaysia
Corporate Europe Observatory, European Union
Damaan Development Organization, Pakistan
The Development Fund, Norway
Ecologistas en Acción, Spain
Economic Justice & Development Organization (EJAD), Pakistan
Ecumenical Advocacy Alliance, Philippines
Encuentro Popular, Costa Rica
Equations, India
ESK Pais Vasco, Spain

Fair, Italy
Fédération Syndicale Unitaire, France
Focus on the Global South, Philippines and Thailand
Food and Water Watch, US
Fórum Brasileiro das Organizações Não Governamentais e Movimentos
Sociais para o Meio Ambiente e o Desenvolvimento (FBOMS), Brazil
Forum za Levico, Slovenia
Foundation for Gaia, UK
Friends of the Earth, Australia
Friends of the Earth, Germany
Friends of the Earth, Malaysia
Friends of the Earth, US
Fundación Solón, Bolivia
Global Exchange, US
Globalization Monitor, Hong Kong
Globalization Watch Hiroshima, Japan
Green Circle Organization (GCO), Pakistan
India Women's Watch
Institute for Agriculture and Trade Policy, US
Instituto de Estudos Sócioeconômicos (INESC), Brazil
International Brotherhood of Boilermakers
International Grail Justice and Trade Agreements Network
International Forum on Globalization
International Network Secretariat for Sustainability Watch, Uganda
International Union of Foodworkers
Japan Family Farmers Movement, NOUMINEN
KAIROS Canada
Kissan Bachao Tehreek Pakistan (KBT)
Labour, Health, and Human Rights Development Centre (LHAHRDEV), Nigeria
League of Filipino Students (LFS)
Lok Sanjh Foundation, Pakistan
Lutheran World Federation, Philippines
Millennium Solidarity Geneva Group, Switzerland
National Council of Churches in the Philippines
National Fishworkers' Forum (NFF), India
National Union of Students of the Philippines (NUSP)
Norwegian Farmers and Smallholders Union
Oakland Institute, US
Oxfam International
Pakistan Fisherfolk Forum
Pakistan Kissan Ittehad
Pattan Development Organization, Pakistan
Philippines Australia Union Link
Polaris Institute, Canada
Prakruti, India
Programme Plaidoyer pour une Intégration Economique Alternative (PAPDA), Haiti
Public Citizen, US
Public Services International

Red de Mujeres Transformando la Economia (REMTE), Ecuador
Save Bombay Committee, India
SEARCH Foundation, Australia
Shirkat Gah, Pakistan
Sierra Club, US and Canada
Sociologists without Borders, US
Soon Valley Development Programme (SVDP), Pakistan
South Asia Partnership Pakistan (SAP-Pk)
Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI),
Zimbabwe
Speed Trust, Bangladesh
Stop the New Round! Coalition, Philippines
Student Christian Movement of the Philippines (SCMP)
Sungi Development Foundation, Pakistan
Sustainable Agriculture Action Group (SAAG), Pakistan
Sustainable Development Policy Institute (SDPI), Pakistan
Taiwan NGOs Association for International Affairs (NAFIA)
Third World Network
Tradewatch, Italy
Transnational Institute (TNI), The Netherlands
UnitingCare NSW.ACT, Australia
Veterinarios Sin Fronteras, Spain
Village Friends Organizaion (VFO), Pakistan
War on Want, UK
Wemos Foundation, The Netherlands
Women in Development Europe (WIDE), Belgium
Women's Resource and Advocacy Centre, India
Womyns Agenda For Change, Cambodia
World Economy, Ecology and Development (WEED), Germany
Worldview, The Gambia
WTO Watch Qld, Australia
X minus Y Solidarity Fund, The Netherlands